

01506-0001-000

Berenger, Henry V.

Hamburgisches  
Welt-Wirtschafts-Archiv

Signatur

P

Datum 22. Mai 1926 192

## New York Evening Post (New York)



HENRI V. BERENGER, French Ambassador, who settled the terms of the debt pact between France and the United States, leaving the White House after saying good-by to the President. He is returning to France to guide the agreement through the French Parliament.

Henry Miller

## Le Temps (Paris)

Nr 27101

### M. Henry Bérenger parle à l'American Club du pacte de Genève

M. Henry Bérenger, président de la commission des affaires étrangères du Sénat, était, ce matin, l'hôte de l'American Club, à son déjeuner hebdomadaire.

M. Jesse I. Straus, ambassadeur des Etats-Unis, assistait à ce déjeuner et, à ses côtés, avaient pris place M. Emile Moreau, gouverneur honoraire de la Banque de France; le général Stuhl; MM. Jean Philip et René Besnard, sénateurs; le président de la Barra; M. Gauss, consul général des Etats-Unis, etc. M. Bearson, vice-président du club, présidait, et, au dessert, présenta, en termes chaleureux, M. Henry Bérenger. Celui-ci prononça ensuite un important discours sur « les relations franco-américaines et l'avenir de la paix ».

Après avoir évoqué le malentendu de 1925 relatif au règlement des dettes de guerre, sa mission et les campagnes qui s'ensuivirent, M. Henry Bérenger parla notamment du pacte de la Société des nations :

Sur ce pacte, permettez à votre hôte, qui est l'un des délégués de la France à l'assemblée de Genève, de faire entendre plusieurs remarques qui lui paraissent utiles.

#### Erreurs à Genève

La première c'est que la Société des nations a manqué une grande occasion, dans les quinze dernières années, lorsqu'elle a toléré dans certaines régions de l'univers la continuation de l'esclavage, pour des millions d'êtres humains, la traite publique des nègres, la possession officielle d'esclaves par des chefs d'Etat devenus ses sociétaires. Il y a eu là une carence à la racine même du drame africain actuel. Cette carence ne qualifiait pas l'assemblée de Genève pour abuser ensuite de sévérités juridiques à l'égard de celui de ses membres dont elle n'avait pas su écouter en temps utile les avertissements réitérés.

Ma seconde remarque, c'est que le pacte de la Société des nations devrait être mané avec d'autant plus de circonspection qu'il avait été rédigé pour une association universelle du genre humain et non pas pour un syndicat limité de puissances dont ne font partie ni les Etats-Unis d'Amérique, ni le Japon, ni l'Allemagne, ni le Brésil. Le « sabotage », pour l'appeler par son nom, n'aurait pu se comprendre que si toutes les nations du globe avaient accepté de se soumettre aux articles du covenant. Or, c'est le contraire qui s'est produit.

Ma troisième remarque, c'est que le pacte a été institué pour recommander la paix et non pas pour étendre la guerre. Il n'a pas été institué pour supprimer les souverainetés nationales, ni pour les opposer les unes aux autres, mais pour les harmoniser dans une association aussi souple que possible. Conséquemment, l'assemblée de Genève ne peut prétendre s'imposer comme un super-Etat ou une super-gendarmerie. Elle n'en a ni les moyens ni le droit.

Dans l'état actuel de la planète, étant donné le caractère incomplet de la Société des nations, n'est-ce pas forcer dangereusement l'article 16 du pacte que d'en faire l'instrument de sanctions militaires ou d'un blocus pouvant aboutir à une guerre ?...

#### Il faut revenir à la liberté

... Souhaitons, a conclu M. Henry Bérenger, que la raison et la nature reprennent bientôt leur place dans la direction des affaires internationales. L'avenir ne peut pas être aux faiseurs de casuistiques ni aux inventeurs de tracasseries. Puisse-t-il revenir bientôt aux défenseurs du sens commun et de la liberté humaine !

Félicitons-nous, de toute manière, que les relations franco-américaines restent inspirées par les principes fondamentaux de nos deux démocraties. De solides traités de commerce entre nos deux peuples vaudront mieux que toutes les inquisitions de police, toutes les restrictions de trésorerie. Nous savons tous que c'est dans ce sens que travaillent vos hommes d'Etat et les nôtres, votre Roosevelt et notre Lebrun, votre Cordell Hull et notre Pierre Laval, votre Morgenthau et notre Georges Bonnet. Et c'est pour les encourager à rester fidèles à ces principes historiques du maintien de la civilisation par le libre travail et les libres échanges entre les peuples que je vous traduis mon remerciement en levant mon verre à la solidarité franco-américaine, éternellement fondée sur les trois principes qui l'ont naguère fait triompher : l'indépendance de la nation, la liberté de l'homme, la paix du monde.

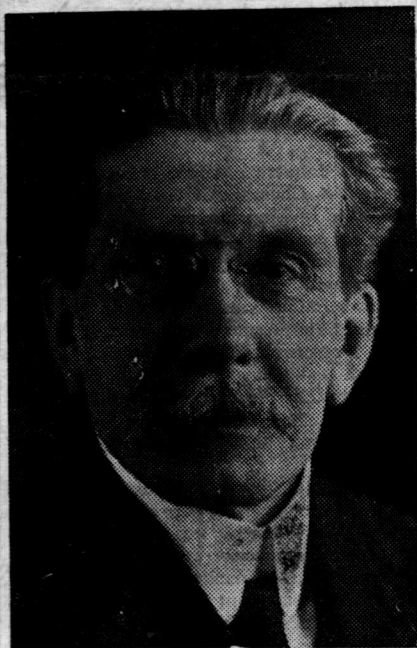
La Dépêche Coloniale (Paris)

Nr. **10904**

# La France d'Outre-Mer à l'Exposition de 1937

## Une importante allocution radiodiffusée de M. Henry Bérenger

M. Henry Bérenger, ambassadeur de France, sénateur de la Guadeloupe, Président de la Commission d'Organisation de la Section de la France d'Outre-mer à l'Exposition de 1937, a prononcé hier une importante allocution radiodiffusée par le Poste Radio-Colonial. L'éminent sénateur de la Guadeloupe a montré d'abord que la France d'Outre-mer à l'Exposition de 1937, présentera essentiel-



M. Henry Bérenger.

lement la vie artisanale dans nos colonies, pays de protectorat et pays sous mandat. Il s'agit de transposer sur le plan colonial ce que le plan métropolitain réalisera pour l'ensemble de ses provinces et, somme toute, « d'élargir le centre régional aux dimensions de la planète ».

Voici un extrait de l'allocution de M. Henry Bérenger :

Notre souci sera de reconstituer dans sa diversité, mais aussi dans la vérité, la vie

de nos colonies. Celle-ci n'est ni dans les statistiques, ni dans les vitrines où l'on montre éternellement les mêmes échantillons de produits, mais dans l'action créatrice d'énergie et de beauté.

Sous l'active impulsion des Commissaires de nos divers pays d'Outre-mer, groupés autour du Commissaire exécutif, M. le Gouvernement Géraud, qui a déjà fait si brillamment ses preuves à l'Exposition coloniale de 1931 et à l'Exposition de Bruxelles de 1935, la France présentera un Centre Colonial animé d'une vie réelle et multiple, des ateliers où les métiers se montreront en exercice, où chacun trouvera en se promenant, la leçon de choses exotiques la plus attrayante et la plus directe.

L'emplacement général réservé à ce centre de la France d'Outre-mer est l'île des Cygnes, située entre les deux berges de la Seine, au milieu de fleuve, entre le Pont de Passy et le Pont de Grenelle.

Curieuse histoire que celle de cette île, tantôt rattachée à la rive de la Seine à la suite du comblement du bras qui la joignait au Champ de Mars, tantôt divisée en plusieurs îlots comme c'était le cas au XIII<sup>e</sup> siècle, tantôt formant comme aujourd'hui une levée de terre au milieu du fleuve.

C'est sur ses rives que s'est déroulée la première expérience de navigation à vapeur, celle de Fulton le 9 août 1803. Déjà en 1772, c'est dans l'île des Cygnes que le Comte de Dauxiron avait établi son centre de recherches pour la construction de son « Pyroscaphe » le premier engin destiné à naviguer à la vapeur, qui ne fonctionna jamais et coula mystérieusement.

L'emploi de cette île, à proximité et à la suite du centre régional dont elle doit être le prolongement, permettra de donner à l'Exposition de la France d'Outre-mer, une présentation pittoresque, puisque l'on y disposera de quatre façades ; deux sur l'eau, deux sur l'allée centrale. On y accèdera par trois portes principales : une sur le pont de Passy, une sur le pont de Grenelle, une sous le Pont du chemin de fer. En outre, on pourra y aborder de deux côtés par le fleuve.

L'île des Cygnes mesure par elle-même 8.000 mètres carrés, les élargissements prévus porteront cette superficie à 32.000 mètres carrés, surface qui permettra de réaliser le programme prévu.

Ainsi, cette longue épine dorsale sera munie d'une trentaine de vertèbres correspondant chacune à un pavillon de notre magnifique France d'Outre-mer. Entre ces pavillons, l'eau circulera avec la lumière. Tous ces éléments seront réunis dans une seule et unique cité divisée en autant de parties qu'il y a de groupements coloniaux. Des transitions ingénieusement ménagées permettront de passer avec art d'un pays à un autre. Les artisans, groupés dans un ordre géographique, travailleront, non pas dans des palais du style « exposition » mais dans leurs habitations réelles, dans des intérieurs reconstitués avec soin et meublés

Un tel ensemble, qui n'a jamais été réalisé jusqu'ici, d'artisans coloniaux, travaillant au contact de nos artisans régionaux, favorisera une très heureuse émulation artistique et technique entre les uns et les autres.

Ainsi l'Exposition d 1937, en même temps qu'elle sera une image intéressante de la vie artisanale dans les différents continents de notre France d'Outre-mer, deviendra la génératrice d'une renaissance des métiers et des arts coloniaux en contact avec les formes les plus modernes de la vie sociale métropolitaine.

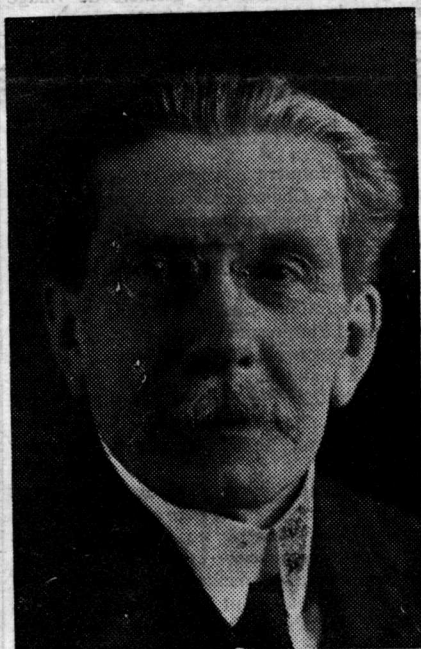
Nous aurons ainsi contribué à montrer aux français d'Europe et au monde entier la véritable illustration de la France intercontinentale dans son identique humanité et sa multiple beauté.



# La France d'Outre-Mer à l'Exposition de 1937

## Une importante allocution radiodiffusée de M. Henry Bérenger

M. Henry Bérenger, ambassadeur de France, sénateur de la Guadeloupe, Président de la Commission d'Organisation de la Section de la France d'Outre-mer à l'Exposition de 1937, a prononcé hier une importante allocution radiodiffusée par le Poste Radio-Colonial. L'éminent sénateur de la Guadeloupe a montré d'abord que la France d'Outre-mer à l'Exposition de 1937, présentera essentiel-



M. Henry Bérenger.

lement la vie artisanale dans nos colonies, pays de protectorat et pays sous mandat. Il s'agit de transposer sur le plan colonial ce que le plan métropolitain réalisera pour l'ensemble de ses provinces et, somme toute, « d'élargir le centre régional aux dimensions de la planète ».

Voici un extrait de l'allocution de M. Henry Bérenger :

Notre souci sera de reconstituer dans sa diversité, mais aussi dans la vérité, la vie

de nos colonies. Celle-ci n'est ni dans les statistiques, ni dans les vitrines où l'on montre éternellement les mêmes échantillons de produits, mais dans l'action créatrice d'énergie et de beauté.

Sous l'active impulsion des Commissaires de nos divers pays d'Outre-mer, groupés autour du Commissaire exécutif, M. le Gouvernement Géraud, qui a déjà fait si brillamment ses preuves à l'Exposition coloniale de 1931 et à l'Exposition de Bruxelles de 1935, la France présentera un Centre Colonial animé d'une vie réelle et multiple, des ateliers où les métiers se montreront en exercice, où chacun trouvera en se promenant, la leçon de choses exotiques la plus attrayante et la plus directe.

L'emplacement général réservé à ce centre de la France d'Outre-mer est l'île des Cygnes, située entre les deux berges de la Seine, au milieu de fleuve, entre le Pont de Passy et le Pont de Grenelle.

Curieuse histoire que celle de cette île, tantôt rattachée à la rive de la Seine à la suite du comblement du bras qui la joignait au Champ de Mars, tantôt divisée en plusieurs îlots comme c'était le cas au XIII<sup>e</sup> siècle, tantôt formant comme aujourd'hui une levée de terre au milieu du fleuve.

C'est sur ses rives que s'est déroulée la première expérience de navigation à vapeur, celle de Fulton le 9 août 1803. Déjà en 1772, c'est dans l'île des Cygnes que le Comte de Dauxiron avait établi son centre de recherches pour la construction de son « Pyroscaphe » le premier engin destiné à naviguer à la vapeur, qui ne fonctionna jamais et coula mystérieusement.

L'emploi de cette île, à proximité et à la suite du centre régional dont elle doit être le prolongement, permettra de donner à l'Exposition de la France d'Outre-mer, une présentation pittoresque, puisque l'on y disposera de quatre façades ; deux sur l'eau, deux sur l'allée centrale. On y accédera par trois portes principales : une sur le pont de Passy, une sur le pont de Grenelle, une sous le Pont du chemin de fer. En outre, on pourra y aborder de deux côtés par le fleuve.

L'île des Cygnes mesure par elle-même 8.000 mètres carrés, les élargissements prévus porteront cette superficie à 32.000 mètres carrés, surface qui permettra de réaliser le programme prévu.

Ainsi, cette longue épine dorsale sera munie d'une trentaine de vertèbres correspondant chacune à un pavillon de notre magnifique France d'Outre-mer. Entre ces pavillons, l'eau circulera avec la lumière. Tous ces éléments seront réunis dans une seule et unique cité divisée en autant de parties qu'il y a de groupements coloniaux. Des transitions ingénieusement ménagées permettront de passer avec art d'un pays à un autre. Les artisans, groupés dans un ordre géographique, travailleront, non pas dans des palais du style « exposition » mais dans leurs habitations réelles, dans des intérieurs reconstitués avec soin et meublés comme le sont ceux qui leur sont familiers.

Ces artisans seront choisis par chaque Gouverneur de nos colonies parmi les plus capables de créer et de reproduire les modèles les plus directement inspirés des traditions locales.

Un tel ensemble, qui n'a jamais été réalisé jusqu'ici, d'artisans coloniaux, travaillant au contact de nos artisans régionaux, favorisera une très heureuse émulation artistique et technique entre les uns et les autres.

Ainsi l'Exposition d 1937, en même temps qu'elle sera une image intéressante de la vie artisanale dans les différents continents de notre France d'Outre-mer, deviendra la génératrice d'une renaissance des métiers et des arts coloniaux en contact avec les formes les plus modernes de la vie sociale métropolitaine.

Nous aurons ainsi contribué à montrer aux français d'Europe et au monde entier la véritable illustration de la France intercontinentale dans son identique humanité et sa multiple beauté.

20. Nov. 1937

Berliner Börsen-Zeitung

Nr. 544

**Französische Einnischung.** Mit Genugtuung stellt man fest, daß der Vorsitzende des Auswärtigen Senatsausschusses, *Béranger*, an der Stelle kein Glück mit seinen Verdächtigungen gegen das Reich gehabt hat, an die sie in erster Linie gerichtet waren: in Oesterreich. Seine mitteleuropäischen Phantasien werden im Gegenteil von der „Reichspost“ zurückgewiesen. Mehr Glück hatte leider der ehemalige Minister *Marin*, dem es dieser Tage gelang, in der „Wiener Wirtschaftswoche“ einen Aufsatz zu veröffentlichen, der eine anmaßende Einnischung in das Verhältnis der beiden deutschen Staaten zueinander und einen neuen Versuch darstellt, das Reich in Mitteleuropa zu verdächtigen. Es heißt darin u. a.: „Zwischen preussischer und österreichischer Mentalität besteht ein derartiger Unterschied, daß er durch keine rassenmäßigen oder sprachlichen Argumente verbunden werden könne. Die systematische Verfolgung der christlichen Geistlichkeit durch die preussische Polizei trage nur noch dazu bei, diese Differenzierung zu verstärken. Welcher österreichische Priester beobachte nicht mit Angst die Polizeiaktionen gegen die Verfechter des katholischen und protestantischen Glaubens im Dritten Reich? Die Legende vom armen Oesterreich sei ein relativer Begriff, wenn man an die materiellen Schwierigkeiten in Deutschland denke. Eine abgeschwächte Form des Anschlusses wäre die Gleichschaltung Oesterreichs mit Deutschland. Diese Gleichschaltung müsse natürlich eine Unterordnung des Ballhausplatzes unter die Direktion der Wilhelmstraße bedeuten.“ Man sieht, *Marin* hat nichts vergessen, was dem Unfrieden dienen könnte. Er gibt die Bälle, die ihm gewisse österreichische Kreise zuwerfen, geschickt zurück und versteht es, die Sprache jener Leute in Oesterreich zu sprechen, denen die Unabhängigkeit des zweiten deutschen Staates keine deutsche, sondern eine französische Notwendigkeit zu sein scheint. Leider hat bisher keine österreichische Stimme Herrn *Marin* bedeutet, daß er mit solchen Angeboten und Einnisungen im deutschen Oesterreich nur auf kühle Ablehnung stoßen kann.

Le Temps (Paris)

Nr. 28 219

EN L'HONNEUR DE M. HENRY BÉRENGER

Un banquet a été offert, hier soir, à M. Henry Bérenger, président de la commission sénatoriale des affaires étrangères, par ses nombreux amis du Parlement, de la diplomatie, des grandes associations coloniales et maritimes, de la presse, des lettres et des beaux-arts. M. Georges Bonnet, ministre des affaires étrangères, qui présidait cette réunion de cinq cents personnes, était entouré notamment du ministre du commerce et de l'industrie, de MM. Pomaret, ministre du travail; Champetier de Ribes, ministre des anciens combattants et pensionnés; Emile Mireaux, sénateur, directeur du *Temps*.

M. Charles Dumont, sénateur, ancien ministre, ouvrit, au nom des amis de jeunesse, la série des discours, qui devaient tous être applaudis dans une atmosphère de chaude cordialité. M. Simon Saint-Just, président de la colonie antillaise, félicita la Guadeloupe d'avoir réélu pour la quatrième fois son sénateur après 27 ans de mandat. Le statuaire Landowski, membre de l'Institut, ancien directeur de l'Ecole française de Rome, louangea le président, depuis quinze ans, de la Société coloniale des artistes français. M. Jean Vignaud, président de la Société des gens de lettres, félicita l'écrivain auquel on doit notamment l'*Aristocratie intellectuelle* et une vie de Chateaubriand.

M. Frangulis, secrétaire perpétuel de l'Académie diplomatique internationale, fut l'interprète de cette compagnie auprès de celui qui en est le président en exercice. M. de Nalèche, président du Syndicat de la presse parisienne, dont M. Henry Bérenger est membre d'honneur, parla du fondateur de l'*Action* et de *Paris-Midi*.

M. Rio, sénateur, ancien ministre, salua, au nom des associations maritimes et coloniales, l'ancien haut commissaire aux pétroles, auquel la France doit une participation d'un quart dans l'Irak Petroleum Company, et félicita le président de la compagnie des Chargeurs réunis de ses réalisations aéro-maritimes en Afrique et de la création d'une flotte bananière. Il rappelle ce que fut l'aide des colonies à la patrie française pendant la guerre, dit comment nos frères d'outre-mer ont prodigué leur sang, leur or et leur soutien, et ajoute :

Si la France a recueilli ces trésors de dévouements offerts avec un héroïsme dont font foi les citations qui remplissent les livres d'or des colonies, si nous avons à profusion récolté ces témoignages de fidélité et d'attachement sans prix dans les heures douloureuses, ce n'est pas, croyez-le bien, par l'effet d'une simple chance inscrite dans nos destins. Dans l'expansion française, il y a une vertu féconde, une vertu apparentée à l'esprit de la vieille chevalerie, faite, dans l'action, d'énergie héroïque, mais aussi dans le succès, de douceur et de modération, d'un souci de créer autour de soi du bonheur, et peut-être surtout, d'une générosité de cœur dont je ne sache pas qu'en aucune circonstance de son histoire, on puisse accuser la France d'avoir jamais manqué.

... Cet intérêt, dit-il encore, que vous avez montré, que vous ne cessez de montrer à l'empire français, prend aujourd'hui une puissante signification, alors qu'à travers le globe, de tous les climats, monte jusqu'au cœur de la France l'expression de fidélité, de constance, de dévouement de tous ses fils, qui signifie

à l'avance qu'ils n'accepteront pas le débat sur le statut de l'empire français.

Seuls, les étrangers au pays ou les indifférents de chez nous, ne comprendront pas la portée de ces manifestations. Pour nous qui observons, chaque jour, les pulsations de l'empire, nous savons qu'elles ne sont pas l'effet d'un mouvement superficiel, déclenché à l'occasion de campagnes aussi étranges que ridicules.

Pour savoir ce que pensent nos colonies, ce qu'elles sont pour nous, ce que nous sommes pour elles, il suffit de se rappeler ce qu'elles firent au moment du danger pour le salut commun.

C'est dans de tels sentiments qu'il faut chercher les raisons des liens étroits que la dernière guerre est venue consacrer, et c'est cette consécration dans le malheur qui nous permet de garder notre foi dans l'avenir, certains de conserver la confiance de tous nos compatriotes d'outre-mer.

M. Marcel Plaisant, vice-président, exprima la gratitude de la commission sénatoriale des affaires étrangères, représentée par la presque totalité de ses membres, pour le collègue, qui est entré en 1927, au retour de son ambassade en Amérique, et la préside depuis le 26 novembre 1931.

Voici donc plus de sept ans révolus qu'il dirige le pouvoir de contrôle de la haute Assemblée sur la politique extérieure, suivant une orientation qu'il est permis de discuter, mais en vertu de principes et selon une méthode nettement préméditée. C'est parce qu'en dehors des rapports et des avis présentés en son nom, la commission se livre à une œuvre soutenue d'information, d'investigations, et de corrections si possible sur tous les champs où il lui apparaît que le domaine de notre souveraineté puisse souffrir la moindre atteinte.

C'est ici que je crois interpréter le mieux les sentiments de mes collègues en exprimant notre gratitude à Henry Bérenger, le président toujours averti des problèmes multiples et de leurs interférences, aux aguets des crises naissantes, sur un point quelconque du vaste damier diplomatique, prêt à donner la formule utile pour trouver une voie de transaction, ou pour clore l'issue d'un conflit.

Qui n'a pas vu et entendu notre président, interrogeant dans une de nos séances, un ministre des affaires étrangères, dressant devant lui en hauteurs les arêtes d'un questionnaire, divisant chacune des difficultés suivant la bonne méthode cartésienne en autant de parcelles qu'il serait requis pour les mieux résoudre, provoquant les réponses, et suggérant les ripostes, garantissant la liberté de parole de tous les commissaires, mais laissant venir cependant la conclusion à son point de maturité, n'a certainement pas éprouvé encore toutes les ressources que l'acuité d'esprit et les méandres d'une intelligence ductile, peuvent apporter à la raison politique, et, pour tout dire, au service de l'Etat.

Nous vous en remercions cordialement aujourd'hui : non seulement vous savez stimuler notre labeur et augmenter notre autorité, mais encore, ô merveille ! vous nous donnez l'illusion que ce travail est utile, voire même profitable au pays, ce qui demeure notre ambition suprême.

C'est ainsi qu'on a pu dire que la commission des affaires étrangères avait une politique extérieure dans ce sens qu'elle apporte toujours la même persévérance à la défense de quelques-unes de ces positions qui lui paraissent vitales pour la France, et sur lesquelles elle n'accepterait même pas que puisse s'ouvrir un débat.

M. Pomaret, ministre du travail, parla au nom des collaborateurs du rapporteur général du budget, pendant quatre années, au Sénat. M. de Souza-Dantas, ambassadeur du Brésil et le plus ancien

des ambassadeurs accrédités à Paris, évoqua, au nom de ses collègues du corps diplomatique, l'ambassade à Washington, où fut conclu l'accord Mellon-Bérenger.

M. Georges Bonnet, ministre des affaires étrangères, remercia de sa collaboration au gouvernement le président, qui, au moment des événements de septembre, lui avait donné l'appui de sa haute compétence en matière internationale.

Pendant cette période tragique, j'ai reçu la visite de nombreux amis qui venaient me donner des conseils. Mais je puis dire aujourd'hui combien nombreux sont ceux qui, sans connaître quoi que ce soit de la situation diplomatique et internationale, entendaient peser sur des décisions dont pouvaient dépendre le destin de la patrie et celui de millions d'hommes. A ce sujet, j'ai été heureux de trouver, en la personne d'Henry Bérenger, un conseiller et lui sais gré d'avoir différé son voyage dans sa colonie lointaine.

M. Henry Bérenger évoque sa « jeunesse éprise de la Renaissance et du Romantisme, folle de Léonard de Vinci et de Lamartine, qui n'a jamais voulu séparer l'idéal de la matière, qui a cru et qui croit encore à la statue de l'Homme complet, au caractère indivisible de la poésie et de l'action, au dynamisme universel de l'amour ».

Je croirai jusqu'au bout à l'unité de l'âme humaine, à l'inséparabilité de la pensée et de l'action, à l'interdépendance nécessaire de la justice et de la force. »  
pour tout dire en deux mots à cet « Humanisme intégral » sans quoi la France ne serait plus la France ni la vie digne d'être la vie...

Ce soir, vous m'avez donné la confiance que je n'avais pas travaillé tout à fait en vain dans ce demi-siècle d'efforts pour servir ma nation et mon temps. Vous avez voulu m'engager à pousser cet effort jusqu'aux limites raisonnables que permettra la nature.

L'orateur termina en assurant ses hôtes qu'il puiserait dans leur émouvante manifestation d'amitié « une nouvelle vigueur pour agir au mieux des intérêts de la France, sa mère, et de l'humanisme, son idéal ».